



Sarkozy président : **Les institutions donnent au** **Capital une revanche sur le** **29 mai 2005**

Nicolas Sarkozy sera donc le prochain président de la République. Le résultat, sans appel, des premier et deuxième tours confirme la prévision. Pourtant, la politique annoncée est contraire aux intérêts du plus grand nombre, en particulier parmi les ouvriers et employés, dont 80% avaient voté non le 29 mai 2005. Ce paradoxe appelle plusieurs réflexions de la part de ceux qui aspirent à définir un point de vue révolutionnaire.

Malgré la forte participation, nous considérons que c'est la victoire d'un système institutionnel qui enferme et non celle de la démocratie. Le peuple n'avait aucune possibilité de choisir une option mettant en cause le capitalisme, ce qui nous a conduits à ne pas donner de consigne de vote, au second tour comme au premier. Cela démontre la nocivité de nos institutions conçues pour brider la souveraineté populaire et préserver les intérêts du Capital.

Autre enseignement : On ne peut efficacement combattre la droite qu'en étant rigoureux dans la bataille idéologique à mener. Ainsi, Sarkozy a pu évoquer le Travail ou la Nation sur des bases totalement réactionnaires sans qu'il lui soit opposé le Salaire ou la souveraineté populaire. En rabattre sur l'argumentation au prétexte de « rassembler » plus largement est un leurre et doit nous interpeller à l'heure du nécessaire dialogue avec celles et ceux qui cherchent toujours à changer la société.

Les difficultés des travailleurs et de leurs familles, déjà insupportables, vont s'aggraver. Nous avons l'obligation de partir de cette situation, où les contradictions entre le Capital et le Travail s'aiguisent. Clarifier les enjeux sous cet angle permettra de gagner en lucidité pour mener les luttes qui demeurent indispensables à l'heure où s'annoncent de nouvelles remises en causes, profondes, des droits sociaux et démocratiques.

En complément, la reconstruction d'un point de vue politique de ce monde du travail, qui seul, crée les richesses accaparées par une minorité détenant les pouvoirs économiques et politiques, est plus que jamais à l'ordre du jour.

La réflexion doit aussi porter sur les moyens de changer nos institutions antidémocratiques pour que le point de vue de classe y trouve toute sa place et que le pouvoir aille enfin au peuple !

Elle doit s'étendre aux enjeux internationaux. Dans plusieurs pays d'Amérique latine, l'impérialisme est mis en échec, et des nationalisations sont à l'ordre du jour. Cela nous montre la voie. Cela montre que le capitalisme n'a pas définitivement gagné et qu'il n'en a pas fini avec la volonté des peuples à reprendre le pouvoir.

Devant ces défis à relever, les militants de « Rouges Vifs – Ile de France » veulent être utiles à celles et ceux qui cherchent à sortir de l'impasse.

Pour mettre en débat sans a priori toutes ces questions, nous organisons, avec d'autres associations de toute la France, une

Initiative festive le samedi 16 juin, à Paris (XIII^e), au stade du Loiret

Nous souhaitons approfondir une analyse partagée de la situation et des conditions de sa modification. Nous voulons le faire en prenant en compte 10 ans d'expérience, sur les échecs, les blocages, les avancées. Nous ne voulons pas recommencer les fausses solutions qui bâtissent de façon artificielle le rassemblement. Ce processus sera nécessairement long et exigeant, mais il est incontournable et sans raccourci possible.

Rouges-Vifs Ile de France, 7 mai 2007

☎ 62 rue Montmartre 75002 Paris, ☎ 01-42-36-64-14, 🌐 <http://www.rougesvifs.org> (contact@rougesvifs.org)
Pour plus d'informations sur la fête du 16 juin, contactez-nous ou consultez régulièrement notre site web